

Les Canadiens sont tellement inquiets de la qualité de l'eau qu'ils ont dépensé l'an dernier plus de 80 millions de dollars pour acheter de l'eau embouteillée. La plupart ont peur de boire l'eau qui vient de leurs municipalités à cause de la présence de tous les produits qu'on y ajoute.

Le député de Kingston et les Îles (M. Milliken) dit que ce sont des bêtises. J'espère que les habitants de Kingston se rendent compte des problèmes d'eau potable qu'il leur faut résoudre, eux et d'autres municipalités. L'eau est peut-être bonne à Kingston ou même à Brantford, où je demeure. Les Canadiens ont quand même dépensé 80 millions de dollars pour acheter de l'eau embouteillée, car ils ont refusé de boire l'eau du robinet, et le problème se corse.

À l'heure actuelle, la valeur des systèmes de traitement et de transport de l'eau au Canada s'élève à plus de 100 milliards de dollars. Dans cinq ans, il en aura coûté environ 3 milliards de dollars pour réparer les conduites souterraines et il faudra 3 autres milliards de dollars pour améliorer les usines de traitement d'eau et les stations d'épuration des eaux usées. Nos municipalités auront donc besoin de 6 milliards de dollars au cours des cinq prochaines années. Je ne vois rien dans le budget des dépenses qui soit affecté aux projets qui permettraient de résoudre ces problèmes.

Au dire de George Cuff, président de la Fédération canadienne des municipalités, les municipalités et les provinces sont prêtes à discuter du financement de ces programmes de remise en état, mais le gouvernement fédéral se fait prier.

Le secteur des transports a lui aussi sa place dans la vie quotidienne des Canadiens ordinaires chez eux et lorsqu'ils se rendent au travail. Le secteur des transports, les routes et les ponts sont aujourd'hui l'aspect le plus négligé de l'infrastructure municipale. Le gouvernement du Canada prélève de lourds impôts sur l'essence et les carburants diesel, mais il n'injecte pas ces recettes dans le réseau routier.

Le ministre des Transports (M. B. Bouchard) a récemment désigné certaines routes comme routes nationales. Or, tout ce qu'il a fait, c'est changer leur nom. Il n'a pas fourni de fonds pour améliorer ou entretenir ces routes ou pour les rendre plus sûres. De nombreuses routes sont en train de pourrir sous nos yeux, et nous ne faisons pas grand-chose pour régler le problème parce que les fonds sont extrêmement limités. Le gouvernement devrait donc envisager d'affecter une partie de ces fonds aux transports et à l'infrastructure. Je souligne qu'il est ici question de milliards de dollars. On ne peut pas s'attendre à ce que les contribuables locaux, qui doivent payer

Pouvoir d'emprunt—Loi

des impôts fonciers exorbitants pour entretenir les écoles et obtenir des services municipaux, versent six milliards de plus pour ces deux secteurs. Il serait alors pratiquement impossible de posséder ou d'entretenir une maison.

• (1630)

L'ancien ministre de l'Environnement, M. Tom McMillan, a dit que le gouvernement avait les mains liées par la Constitution. C'est toujours une façon très pratique de s'en sortir, mais cet argument ne tient pas debout. Les provinces ont déjà dit qu'elles étaient prêtes à collaborer aux changements ou accords constitutionnels qui s'avèreraient nécessaires. En fait, un communiqué émis à la 29^e conférence annuelle des premiers ministres à Saskatoon en août dernier disait ceci:

Les premiers ministres conviennent que la compétitivité soutenue de l'économie canadienne dépendra dans une grande mesure de l'entretien et de l'amélioration de l'infrastructure locale essentielle. En effet, la vigueur de l'économie et la qualité de vie dans les villes dépendent de l'état des réseaux de transport, des réserves en eau et des systèmes d'égouts.

Les premiers ministres provinciaux ont exhorté le gouvernement fédéral à aider les provinces à entretenir l'infrastructure municipale. Nous voudrions répéter ce message aujourd'hui.

Les six milliards de dollars qui seraient dépensés pour améliorer les infrastructures municipales constitueraient un programme majeur de création d'emplois. Le financement de ces améliorations n'équivaut donc pas à jeter de l'argent par les fenêtres. Nous parlons de véritables investissements. Le programme quinquennal proposé par la Fédération canadienne des municipalités, et que mon parti appuie, créera 330 000 années-personnes pendant son existence et renforcera les collectivités canadiennes. Le président de la Fédération, George Cuff, déclarait:

Quelque chose ne tourne pas rond dans une société où des personnes, plutôt que de travailler, font la queue sur un trottoir défoncé pour toucher des prestations de chômage.

Je veux maintenant parler d'un programme que devrait financer le gouvernement ou d'une mesure qui devrait l'inciter à emprunter, parce qu'il ne dépense pas suffisamment pour un programme de ce genre, à savoir le recyclage des travailleurs âgés. Les fermetures d'usines qui privent d'un salaire des travailleurs qui ont consacré 10, 15 et même 25 ans de leur vie à leur employeur constituent une véritable tragédie moderne. Ces travailleurs ont atteint l'âge de 45 ou 50 ans et se retrouvent sans emploi pour des raisons hors de leur contrôle. Il leur est extrêmement difficile de trouver un nouvel emploi comparable à leur ancien ou aussi bien rémunéré. Dans certaines régions du Canada, ils ne peuvent simplement pas se replacer.